

lundi, 19 août 2013 17:46

## Lorsque Hariri couvre les assassins !!

IRIB-L'ex-Premier ministre Saad Hariri n'a pas tardé à commenter sur son compte «twitter» le discours du secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah.

Il a dit entre autre : « il est agréable que le secrétaire général du Hezbollah s'enthousiasme pour combattre le terrorisme, mais nous ne comprenons toujours pas pourquoi il avait mettre une ligne rouge dans le camp de Nahr al-Bared. L'arme qui avait combattu l'armée n'était-il pas celui des takfiris ? ». Et d'ajouter : « si le Hezbollah veut se battre contre les takfiris, il devrait consulter les autres Libanais », estimant que « le terrorisme est le terrorisme, quelle que soient ses visages, mais le Hezbollah explique terrorisme conformément à ses intérêts ».



Hariri semble vouloir organiser une conférence nationale pour s'entendre sur une signification du terrorisme et des parties takfiries. il voudrait également organiser une conférence nationale pour élaborer les mécanismes d'entente sur la façon de lutter contre le terrorisme et les takfiris. Opérationnellement, il veut nous dire à nos et aux gens qui sont tués par eux, qu'ils se doivent de supporter la mort jusqu'à la tenue de cette conférence et l'entente sur ces normes.

Ainsi, Hariri a décidé unilatéralement qu'il n'est pas d'accord sur la caractérisation des auteurs par le Hezbollah pour qu'ils sont des takfiris. Supposons que cela est possible, voire théoriquement disponibles, mais Hariri voudrait que Nasrallah porte une déclaration qui puisse obtenir la signature de tous les Libanais, avant la déclaration de guerre contre ces takfiris. En d'autres termes, Hariri intime aux autorités libanaises et aux institutions étatiques et aux organismes officiels sur lesquels il exerce de l'influence (à l'instar du département des renseignements et de certaines parties des Forces de sécurité intérieures) de ne pas acquiescer à la demande de la lutte contre ces criminels, car ceci nécessite un consensus nationale et il n'est pas suffisant que le Hezbollah l'annonce.

Cette position signifie qu'en plus de la pratique sur le terrain qui fournit un milieu favorable aux takfiris, lui accorde un soutien formel ou semi-formel, ainsi que leur financement et leur armement, Hariri déclare ouvertement qu'il refuse toute action contre ces takfiris avant qu'il ne donne sa bénédiction, une bénédiction basée sur le principe du consensus. Tant que ce consensus n'est pas fourni, il n'est pas concerné de les combattre, ce qui veut dire qu'il ne se soucie guère des morts civils, et qu'il va imputer au Hezbollah la responsabilité parce qu'il n'a pas cherché un consensus national pour lutter contre eux.

Hariri interroge Nasrallah sur sa position de ceux qui ont combattu l'armée dans le camp de Nahr al-Bared. Il ne fait pas attention, quand bien même il a raison d'interroger Nasrallah, car il fait la même chose.

Il ne s'est pas contenté de refuser de porter préjudice à ceux qui ont tué les militaires dans les deux Bekaa du centre et du Nord, il ne se ménage pas de soulever un tollé pour prévenir un préjudice contre ceux qui ont tué les militaires à Abra, et il pousse ses assistants ( qui sont ici sa tante et ses deux fils) pour exercer toutes sortes de pression sur le commandement de l'armée pour empêcher l'arrestation de n'importe quel accusé ayant participé dans ces attaques, et pour relâcher ceux qui ont été détenus.

Il estime que la priorité aujourd'hui est de liquider les «Brigades de la résistance à Saïda » parce qu'il considère qu'elles menacent la ville et de ses habitants.

Hariri tente, une fois de plus, de considérer le terrorisme exercé par les groupes takfiris libanais ou résidents au Liban comme une partie intégrante de la crise syrienne. Il leur justifie leurs crimes sous prétexte qu'ils veulent se venger de sa participation en Syrie.

Il sait très bien, comme le sait celui qui lui a écrit son discours, que ces groupes sont présents au Liban bien avant la crise syrienne. Et ce parmi les groupuscules de Danniyé, au sein des Fatah al-Islam, des Jund al-Sham, et de tous les groupes dispersés dans le nord, la Bekaa et dans certaines régions de Beyrouth, de la montagne et la périphérie de Saïda.

Mais l'incitation sectaire menée par l'équipe Hariri nuit et jour a permis à ces groupes de justifier leurs actions en cours.

Quant à l'histoire du consensus, il n'y a rien de mal à rappeler Hariri les choses qu'il ne voudrait jamais que les gens évoquent:

- le vol des droits des gens et l'accaparement du centre-ville pour y établir Solidere, avaient-ils obtenu le consensus des Libanais?
- la privatisation du secteur de la téléphonie mobile et la confiscation de ses ressources et des projets de reconstruction fantômes ont-ils obtenu le consensus national?
- la politique monétaire, dont la fixation du prix du dollar et l'élévation du taux d'intérêt à 48 pour cent, pour procurer une fortune colossale à son système politique, est-elle passée par un consensus national?- le fait d'avoir accusé la Syrie de l'assassinat de Rafic Hariri, puis imposé aux Libanais une enquête internationale, et créé un Tribunal international, en le finançant du trésor public, a-t-il obtenu le consensus national libanais?
- la déclaration de guerre de Hariri contre la Syrie, et le fait d'avoir rejoint l'axe de la mort qui commence par des groupes proches de lui, et jusqu'aux Etats-Unis, en passant par la Turquie, les pays du Golfe et l'Europe, a-t-il obtenu l'unanimité des Libanais?
- les efforts déployés par Hariri aujourd'hui, conformément aux ordres de Bandar (Ben Sultane), pour former un gouvernement qui paralyse le pays sans lui procurer aucune réforme et ses tentatives pour une prorogation du mandat du Président Michel Sleïmane jouissent-ils du consensus des Libanais?

Il est certes évident que Hariri n'a plus rien à voir avec ce pays, et sa présence à l'étranger n'est pas seulement un écart physique, mais aussi une consécration pour des calculs et des intérêts qui n'ont rien à voir avec le peuple de ce pays.

Il pousse son public vers des conflits et des couts pour réaliser des programmes qui servent ses commanditaires, le royaume de l'oppression (l'Arabie saoudite) et l'Occident. Raison pour laquelle, il ne faut rien s'attendre de lui.

Quant à la résistance, elle se doit de se préoccuper de protéger ses gens là où l'État n'assume pas ses responsabilités, et là où il n'est pas en mesure de s'acquitter de ses tâches.

Il s'agit d'une obligation qui incombe à la résistance, et non un choix facultatif.

Et que les autres aillent au diable !

Ibrahim ALAmine

Traduit par Al Manar

### Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

  
1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer

---